

Rififi au sein de la communauté islamique du Burundi

@rib news, 02/01/2012 La communauté islamique du Burundi (COMIBU) connaît ces derniers jours des dissensions internes suite au manque de confiance d'un grand nombre de musulmans burundais en la personne de Cheik Kajandi, leader contesté de la COMIBU qui, depuis un certain temps « se comporte comme un homme politique au lieu de se comporter comme une personnalité religieuse neutre », souligne une source au sein de cette communauté à Bujumbura. Selon l'imam qui a livré cette information, le médiateur burundais Mohamed Rukara, issu de cette communauté, usera de son influence pour imposer Cheik Kajandi à la tête de cette instance, alors que ses membres ont déjà tranché en faveur d'un autre Cheik du nom de Haruna Nkunduwiga.

Selon cette source, le ancien leader de la COMIBU Cheik Kajandi n'a pas accepté de céder son bureau et son fauteuil à son successeur, Cheik Haruna Nkunduwiga. S'appuyant sur le ministre de l'Intérieur, qui a refusé de reconnaître la nouvelle autorité communautaire islamique au Burundi, Kajandi a opté pour des mesures clandestines visant à faire arrêter certains du groupe de Nkunduwiga, qui ne reconnaissent plus l'ancienne autorité. Un plan pour museler le camp du Cheik Haruna Nkunduwiga. Selon une information de première main recueillie de la part de certains musulmans de Bujumbura, il y a une crainte d'assassinats dans les rangs du groupe contestataire. « Il y a des messages qui nous font peur et qui sont envoyés par le groupe de Kajandi et la police ne réagit pas bien quand elle soit saisie par nous » regrette un autre du groupe contestataire de cette communauté islamique. Selon la même source, il y a de jeunes musulmans qui sont recrutés et payés par le camp contestataire pour procéder à l'intimidation du groupe contestataire, intimidation qui peut aller jusqu'à l'élimination de certains du groupe contestataire. « Ce ne serait pas la première fois que qu'un meurtre soit tué dans des conditions obscures, c'est encore possible mais nous n'allons pas désarmer face à l'intrusion de l'Ombudsman et du ministre de l'Intérieur » souligne cette source. Un témoin qui était dans une réunion tenue par le groupe contestataire il y a quelques jours à Bujumbura, a fait savoir que le camp Kajandi va lancer une campagne de diabolisation et d'assimilation du groupe contestataire aux insurgés islamistes terroristes. Quand l'Ombudsman s'agit de l'élimination. Selon des sources de la COMIBU, Mohamed Rukara, l'Ombudsman burundais est en train de travailler à la destruction de cette communauté des musulmans. « Rukara veut que tout le monde se range derrière Kajandi alors que la communauté ne veut plus de lui », selon la source. En plus, souligne cette source, Rukara est en train d'utiliser de son poste pour imposer sa volonté et non celle des musulmans en général, évoquant un trafic d'influence au sein de la communauté islamique burundaise actuellement sous tension. Ces sources soulignent également que l'association ALIB fondée par Mohamed Rukara serait en train de se transformer petit à petit en une organisation religieuse pour remplacer la COMIBU, une fois dissoute, ou si jamais le camp adverse l'emportait. Pour des esprits critiques ou indépendants, il fallait que l'administration ne se mêle pas de la gestion des confessions religieuses. Ce groupe contestataire qui gagne de plus en plus de terrain selon notre constat à Bujumbura, accuse Cheik Kajandi de vouloir aligner la COMIBU derrière le parti présidentiel, d'où son soutien de la part du Gouvernement et de l'Ombudsman burundais Mohamed Rukara. D'autres accusations qui sont à l'encontre de Kajandi sont, selon ces mêmes sources, le manque de respect de la chose de la communauté, ce qui a conduit, depuis un certain temps, aux dilapidations de certains avoirs de la COMIBU. [JMM]